

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 juin 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-deuxième session,
16-25 novembre 2011**

N° 61/2011 (Mexique)

Communication adressée au Gouvernement le 5 septembre 2011

Concernant: Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques depuis le
23 mars 1981.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement la communication susmentionnée.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. **M. Zhu Wei Yi**, Mexicain par naturalisation, commerçant, a été arrêté le 15 mars 2007 par des agents fédéraux d'enquête sans mandat d'arrêt, qui ont invoqué le flagrant délit, alors qu'il se présentait au domicile d'un parent où avait lieu une perquisition. Après soixante-douze heures de détention dans les locaux des services du Procureur général de la République, le 18 mars 2007, M. Zhu Wei Yi a été placé en détention dans un centre d'*arraigo* des services du Procureur général de la République, situé dans le district fédéral. Le 15 juin 2007, il a été transféré au Centre fédéral de réinsertion sociale numéro un «El Altiplano», où il est encore détenu à ce jour.

4. **M. Tomintat Marx Yu**, qui possède la double nationalité mexicaine et américaine, commerçant, a été arrêté le 19 avril 2007 par des agents du ministère public fédéral (Unité chargée des enquêtes relatives aux atteintes à la santé publique), à l'issue d'une perquisition menée à son domicile. Après deux jours de détention dans les locaux de l'Unité chargée des enquêtes sur les atteintes à la santé publique, il a été placé en détention le 21 avril 2007 dans un centre d'*arraigo* des services du Procureur général de la République, situé dans le district fédéral. Le 15 juin 2007, il a été transféré au Centre fédéral de réinsertion sociale numéro un «El Altiplano», où il se trouve encore aujourd'hui.

5. Le 15 mars 2007, alors que MM. Wei Yi et Marx Yu se trouvaient dans les locaux de leurs entreprises commerciales respectives, H. K. Comercializadora et Comercial Tams, situées en vis-à-vis, aux n^{os} 22 et 25 de la rue Dolores, dans le quartier central de Mexico, M. Erick Raymundo Campos, employé du mari de M^{me} Tomoiyi Marx Yu, sœur de M. Tomintat Marx Yu et belle-sœur de M. Zhu Wei Yi, est venu les avertir qu'une perquisition était en cours chez M^{me} Tomoiyi Marx Yu.

6. MM. Wei Yi et Marx Yu, craignant pour la sécurité de M. Tomoiyi Marx Yu et de son fils Ziming Ronald Ye Marx, âgé de 7 ans, qui se trouvaient au domicile perquisitionné, se sont rendus sur les lieux (au n^o 515 de la rue Sierra Madre, dans le quartier Lomas de Chapultepec, à Mexico) en compagnie d'Erick Raymundo Campos. La source indique que la perquisition était menée dans le cadre d'une enquête relative à des atteintes à la santé publique par la criminalité organisée, ouverte contre M. Zhenli Ye Gon, l'époux de M^{me} Tomoiyi Marx Yu. M. Tomintat Marx Yu est le beau-frère de M. Zhenli Ye Gon.

7. Après que MM. Marx Yu et Wei Yi se soient présentés au domicile perquisitionné, M. Tomintat Marx Yu a pu repartir en compagnie de son neveu, le jeune Ziming Ronald Ye Marx, tandis que MM. Zhu Wei Yi et Erick Raymundo Campos étaient contraints de rester sur place. Le 15 mars 2007 à 21 heures, les intéressés ont appris qu'ils étaient officiellement en état d'arrestation.

8. M. Zhu Wei Yi a été arrêté par des agents fédéraux d'enquête, qui l'ont mis à la disposition de l'agent du ministère public fédéral relevant du service des enquêtes relatives à la criminalité organisée du bureau du Procureur général de la République. Motif de l'arrestation: flagrant délit de crime organisé et de financement d'opérations à l'aide de fonds d'origine illicite. M. Zhu Wei Yi a été accusé du recel des devises étrangères trouvées au domicile de sa belle-sœur. M. Zhu Wei Yi est le beau-frère par alliance de M. Zhenli Ye Gon.

9. La garde à vue de M. Zhu Wei Yi aurait duré quarante-huit heures, soit du 15 mars à 21 heures au 17 mars à 21 heures. Or la source indique qu'à la fin de cette période, M. Zhu Wei Yi n'a pas été remis en liberté, bien au contraire, il est resté vingt-quatre heures de plus dans les locaux des services du Procureur général de la République (district fédéral) en attendant qu'un juge prenne une décision au sujet de la demande d'*arraigo* formée à son encontre par le ministère public. Le 18 mars 2007 vers 21 heures, l'agent du ministère public a ordonné la mise en liberté de M. Zhu Wei Yi, pour aussitôt le placer en détention en vertu de l'ordonnance d'*arraigo* rendue par le cinquième juge en matière de procédures pénales fédérales (district fédéral).

10. Un montant de 207 millions de dollars des États-Unis d'Amérique a été saisi chez M. Zhenli Ye Gon. Après être resté en détention soixante-douze heures dans les locaux de l'Unité chargée des enquêtes relatives aux atteintes à la santé publique (Service des enquêtes sur la criminalité organisée du bureau du Procureur général de la République), M. Zhu Wei Yi a été transféré le 18 mars au centre d'*arraigo* des services du Procureur général de la République situé dans le quartier de Doctores, delegación Cuauhtémoc (district fédéral), où il est resté jusqu'au 15 juin 2007. Il est donc resté quatre-vingt-huit jours en régime d'*arraigo* en exécution d'un mandat judiciaire, et deux jours en garde à vue en exécution du mandat d'arrêt émis contre lui.

11. Le 20 mars 2007, M^{me} Tomoiyi Marx Yu, belle-sœur de M. Zhu Wei Yi, a présenté un recours en amparo contre l'ordonnance d'*arraigo* rendue à l'encontre de M. Zhu Wei Yi; qui a été accueilli le 14 mai 2007 par le quatorzième juge de l'amparo en matière pénale (district fédéral). Or, le ministère public en ayant obtenu le rejet, ce recours est devenu inefficace. Le juge avait estimé que l'article 12 de la loi fédérale relative à la criminalité organisée était contraire aux articles 14, 16, 19 et 21 de la Constitution, qui n'autorisaient pas la privation de liberté dans le cadre de l'enquête préalable pendant plus de quatre-vingt-seize heures et avait souligné que l'*arraigo* n'était pas prévu dans la Constitution. Selon lui, le premier juge devait donc rendre une nouvelle décision et ne pas faire droit à la demande d'*arraigo*.

12. L'Unité chargée des enquêtes relatives aux atteintes à la santé publique du ministère public fédéral et le ministère public du quatorzième tribunal de l'amparo en matière pénale ont formé un recours en révision de l'amparo. Selon la source, ce recours a eu pour seul effet de repousser l'exécution de l'amparo qui avait été accepté, et de prolonger l'*arraigo* de M. Zhu Wei Yi.

13. Le 22 août 2007, alors que l'*arraigo* auquel M. Zhu Wei Yi avait été soumis s'était terminé quatre mois plus tôt suite à son transfèrement dans un centre de détention en tant qu'inculpé, la première chambre de la Cour suprême a rendu un arrêt dans lequel elle rejetait les recours en révision engagés par les deux agents du ministère public et confirmé le jugement faisant droit à la demande d'amparo. Malgré cette confirmation en dernière instance, fondée sur le caractère inconstitutionnel de l'*arraigo*, le recours a été classé sans suite à cause du changement de situation juridique de M. Zhu Wei Yi.

14. M. Marx Yu a été arrêté le 19 avril 2007 par des agents du ministère public fédéral (Unité chargée des enquêtes relatives aux atteintes à la santé publique) à l'issue d'une perquisition effectuée à son domicile situé au n° 26, appartement n° 6, de la rue José

Marroquí, dans le quartier central de Mexico (district fédéral). Les agents du ministère public avaient présenté une première demande de mandat de perquisition, qui avait été refusée par le juge. Ce refus avait fait l'objet d'un appel, mais, en attendant la décision d'appel, le ministère public avait présenté une autre demande de mandat de perquisition à un juge différent, sans faire mention de l'appel formé et cette deuxième demande avait été acceptée.

15. Les motifs de l'arrestation de M. Tomintat Marx Yu étaient: flagrant délit de crime organisé et financement d'opérations à l'aide de fonds d'origine illicite, qui auraient été constatés par le ministère public, M. Marx Yu étant le responsable présumé du recel des devises étrangères trouvées le 15 mars 2007 au domicile de sa sœur et soupçonné de faire partie de la bande criminelle de M. Zhenli Ye Gon.

16. Le placement en *arraigo* de M. Marx Yu aurait été autorisé pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours civils, étant entendu que le ministère public devait, dans les trente jours suivant la notification de l'autorisation, faire part au tribunal du résultat des recherches réalisées jusqu'alors et de l'état d'avancement de l'enquête; il était précisé que si les conditions établies dans l'ordonnance d'*arraigo* n'étaient pas respectées la mesure de privation de liberté prendrait fin. Le 21 avril 2007, M. Marx Yu a été transféré au centre d'*arraigo* des services du Procureur général de la République situé au n° 43 de la rue Docteur Ignacio Morones Prieto, dans le quartier de Doctores, delegación Cuauhtémoc (district fédéral).

17. Les conditions fixées par le juge pour autoriser l'*arraigo* n'ayant pas été remplies, le 6 juin 2007, l'avocat de M. Marx Yu a demandé qu'il soit mis fin à ce régime de détention. Le juge a accueilli la demande le 11 juin 2007. Mais la décision judiciaire ordonnant la cessation de la privation de liberté n'a pas été respectée. Au lieu d'être libéré, M. Marx Yu est resté deux jours de plus en détention, sans fondement juridique, dans le centre d'*arraigo* et cette situation s'est prolongée jusqu'au 15 juin. Autrement dit, M. Marx Yu a été privé de liberté pendant cinquante et un jours sans mandat judiciaire, plus deux jours sans mandat judiciaire auxquels il faut ajouter deux jours après que le mandat d'arrêt ait été délivré contre lui; il a donc passé cinquante-cinq jours dans le centre d'*arraigo*.

18. Le 10 mai 2007, M. Marx Yu a présenté un recours en amparo contre son placement en détention en régime d'*arraigo*. Or ce recours n'a jamais été examiné parce que l'intéressé avait été transféré au centre de réinsertion sociale. Sa privation de liberté s'est donc prolongée, mais cette fois en exécution de l'ordonnance de placement en détention avant jugement. Le recours en amparo a été classé sans suite en raison du changement de sa situation juridique. M. Tomintat Marx Yu a été inculqué pour atteinte à la santé publique par incitation au crime organisé, crime organisé et blanchiment d'argent.

19. Le 12 juin 2007, le ministère public fédéral de l'Unité chargée des enquêtes relatives aux atteintes à la santé publique relevant des services de lutte contre la criminalité organisée au bureau du Procureur général de la République, a engagé une action pénale contre MM. Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi. Le 13 juin 2007, le quatrième juge en matière de procédures pénales fédérales (État de Mexico) a rendu une ordonnance de placement en détention contre MM. Wei Yi et Marx Yu dans le cadre de l'affaire 25/2007-I. Deux jours plus tard, le 15 juin 2007, ceux-ci ont été tous deux transférés au centre fédéral de réinsertion sociale numéro un «El Altiplano», à Almoloya de Juárez, où ils se trouvent encore à ce jour. Six jours plus tard, le 21 juin, le quatrième juge en matière de procédures pénales fédérales (État de Mexico) a rendu une ordonnance de placement en détention avant jugement contre MM. Marx Yu et Wei Yi pour crime organisé et participation à des opérations financées à l'aide de fonds d'origine illicite.

20. Il est à noter que M. Zhenli Ye Gon se trouve hors du territoire mexicain et que son extradition a été demandée aux autorités des États-Unis d'Amérique. Le lien confirmé

unissant MM. Tomintat Marx Yu et Wei Yi à ce tiers est la conséquence du mariage de la sœur du premier et belle-sœur du second avec M. Ye Gon.

21. Selon la source, le lien de parenté en question a été un facteur déterminant qui a amené l'autorité judiciaire à considérer qu'il existait une organisation criminelle. Apparemment, il a été estimé qu'en soi, ce lien de parenté dénotait une probable responsabilité pénale. De plus, selon la source, dans la procédure pénale engagée contre MM. Marx Yu et Wei Yi, la charge de la preuve a été renversée puisqu'au lieu de demander au ministère public d'accréditer la commission de l'infraction, c'est aux accusés qu'il a été demandé de démontrer leur innocence.

22. Le 14 mars 2008, la défense de MM. Marx Yu et Wei Yi a formé un recours en amparo contre la décision de placement en détention avant jugement, recours qui a été accepté le 5 janvier 2009 par le deuxième tribunal unitaire du deuxième Circuit. L'amparo a été accepté aux fins de déterminer les éléments de preuve relatifs à l'existence des infractions et à l'éventuelle responsabilité de MM. Marx Yu et Wei Yi.

23. MM. Marx Yu et Wei Yi ont également déposé plainte contre la magistrate du premier tribunal unitaire du deuxième Circuit devant le Conseil de la magistrature fédérale. Enfin, deux recours en amparo ont été formés contre la sixième ordonnance de placement en détention provisoire.

24. Se fondant sur les articles 7.5, 8.1 et 2 et 29 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, les principes de la présomption d'innocence et du délai raisonnable, et le principe *pro homine*, et considérant qu'à ce jour, après plus de quatre ans, aucune décision définitive exposant les raisons de facto et *de jure* de la privation de liberté de M. Marx Yu et de M. Wei Yi n'a été rendue dans l'affaire pénale 25/2007-I, la défense a présenté au quatrième tribunal en matière de procédures pénales fédérales (État de Mexico) une demande visant à mettre fin à la détention provisoire. La défense a demandé que cette mesure soit remplacée par une autre mesure qui, tout en évitant que les intéressés puissent se soustraire à l'action de la justice ou à l'autorité judiciaire, mette fin à la privation de liberté dont ils font l'objet. Cette demande a été rejetée. Les détenus ont alors formé un recours en amparo qui est encore en instance devant le cinquième tribunal de l'amparo et des procédures civiles fédérales (État de Mexico).

25. La demande de libération pour les motifs indiqués plus haut, renouvelée auprès du cinquième tribunal en matière de procédures pénales fédérales (État de Mexico), a également été rejetée. Une deuxième procédure d'amparo a alors été engagée; elle est actuellement à l'examen par le cinquième tribunal de l'amparo et des procédures civiles fédérales (État de Mexico).

26. Dans l'affaire concernant MM. Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi, tous les recours engagés par la défense se sont avérés inefficaces, en particulier les recours en amparo. À ce sujet, la source rappelle les observations formulées par le Groupe de travail sur la détention arbitraire dans le rapport établi à l'issue de sa visite au Mexique en 2002, qui avait relevé les déficiences de la procédure d'amparo qui ne permettait pas de lutter efficacement contre la détention arbitraire¹. Le Groupe de travail a constaté que, dans la plupart des cas, la procédure était classée sans suite, ce qui empêchait un contrôle effectif de la justice sur ceux qui procèdent à des détentions arbitraires hors de toute procédure judiciaire. Selon la source, c'est précisément ce qui se passe en l'espèce.

27. La source conclut que la détention de MM. Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi est contraire au droit interne et au droit international et qu'elle est donc arbitraire. Premièrement, elle conteste le flagrant délit invoqué pour procéder au placement en

¹ Voir E/CN.4/2003/8/Add.3, par. 51.

détention. Deuxièmement, elle affirme que l'*arraigo* auquel ont été soumis les intéressés était inconstitutionnel et portait atteinte à leurs droits fondamentaux. Troisièmement, elle souligne l'absence de recours judiciaire rapide et utile permettant de contester la détention arbitraire et, enfin, elle estime que les situations décrites plus haut ont entraîné le non-respect des garanties qui sont de rigueur dans toute procédure judiciaire.

28. La source souligne que le flagrant délit a été utilisé pour justifier le placement en détention de MM. Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi. À ce sujet, elle rappelle la portée du flagrant délit selon les dispositions de l'article 193 du Code fédéral de procédure pénale qui était en vigueur en 2007:

«Il y a flagrant délit lorsque:

- I. L'individu est arrêté au moment de la commission de l'infraction;
- II. L'individu est poursuivi physiquement immédiatement après la commission de l'infraction;
- III. L'individu est identifié comme l'auteur de l'infraction par la victime, un témoin oculaire des faits, ou une personne qui aurait participé à la commission de l'infraction, ou parce qu'il est trouvé en possession de l'objet, de l'instrument ou du produit de l'infraction, ou parce qu'il présente des traces ou des indices laissant penser qu'il a participé à l'infraction, pour autant qu'il s'agisse d'une infraction grave au sens de la loi, qu'un délai de plus de quarante-huit heures ne se soit pas écoulé depuis la commission des actes, que l'enquête préliminaire ait été engagée dans ce délai et que la poursuite de l'infraction n'ait pas été interrompue [...].»

29. Dans la présente affaire, la notion juridique de flagrant délit a été invoquée dans le contexte de la perquisition d'un domicile qui n'était celui d'aucun des deux détenus. Lorsque la perquisition a commencé, MM. Zhu Wei Yi et Tomintat Marx Yu ne se trouvaient pas sur les lieux; ils s'y sont présentés de leur plein gré afin de porter secours à deux de leurs proches qui s'y trouvaient, dont un mineur. Selon la source, il est inconcevable que les hypothèses visées aux paragraphes I et II du texte ci-dessus aient pu se vérifier car dans aucun des deux cas il n'y avait l'élément de surprise ou l'élément de poursuite. Au contraire, les deux intéressés se sont présentés de leur plein gré sur les lieux qui faisaient l'objet d'une enquête criminelle sans y avoir été contraints par une autorité.

30. Dans le cas de M. Zhu Wei Yi, arrêté le 15 mars 2007, comme dans le cas de M. Tomintat Marx Yu, arrêté trente-cinq jours plus tard, la figure juridique de flagrante a été appliquée au recel d'une somme importante en devises étrangères (dollars des États-Unis) qui se trouvait au domicile indiqué. On comprend difficilement que le fait ait pu être qualifié de flagrant délit alors que l'argent a été trouvé dans un lieu différent de celui où se trouvait le receleur présumé.

31. La source rappelle le point de vue exprimé par le Groupe de travail dans son rapport sur sa visite au Mexique en 2002, au sujet de l'interprétation élargie de la notion de flagrante, qui consiste à considérer que celle-ci ne limite pas la possibilité de l'arrestation au moment de la commission de l'infraction². Le Groupe de travail a indiqué à ce sujet que cette interprétation large permet de procéder à des arrestations sans mandat judiciaire, sur la base de simples allégations ou de témoignages, et qu'elle est incompatible avec le principe de la présomption d'innocence et ouvre la voie à des détentions arbitraires. Dans le cas de M. Marx Yu, l'arrestation s'est produite trente-cinq jours après le flagrant délit présumé. De plus, dans un cas comme dans l'autre, le flagrant délit a été invoqué au sujet du recel d'argent trouvé dans un lieu où ni l'un ni l'autre ne se trouvaient physiquement au moment de la découverte et qui n'était ni leur domicile ni leur lieu de travail. Il s'agit simplement

² Ibid., par. 39.

d'argent découvert au domicile d'un tiers avec qui tous deux n'avaient qu'un lien de parenté.

32. La source souligne également que la figure juridique de l'*arraigo* n'est pas conforme à la Constitution et qu'elle porte atteinte aux droits de l'homme. Elle considère que la privation de liberté à laquelle sont soumis MM. Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi en tant qu'*arraigados* est arbitraire et non conforme à la Constitution. Lorsqu'ils ont été arrêtés, l'*arraigo* n'était pas encore inscrit dans la Constitution. La reconnaissance de l'*arraigo* était consacrée exclusivement dans la législation fédérale, à l'article 12 de la loi fédérale relative à la lutte contre la criminalité organisée, dans les termes suivants:

«Article 12. À la demande du ministère public fédéral et compte tenu des caractéristiques de l'infraction reprochée et des caractéristiques personnelles de l'inculpé, le juge peut ordonner le placement en *arraigo* dans le lieu, dans la forme et selon les moyens précisés dans la demande, sous le contrôle du Procureur général fédéral et de ses services; cette mesure durera le temps strictement nécessaire à la bonne exécution de l'enquête, qui ne devra pas dépasser quatre-vingt-dix jours, afin que l'intéressé participe à l'éclaircissement des faits qui lui sont imputés et que la durée de l'*arraigo* puisse être abrégée.».

33. La source s'étonne qu'une demande d'*arraigo* ait été présentée après l'arrestation des deux intéressés, puisque depuis 2006, soit un an avant les événements, il existait déjà un précédent important dans lequel la Cour suprême de justice avait établi que l'*arraigo* n'était pas conforme à la Constitution.

34. À propos du caractère inconstitutionnel et arbitraire de la mesure d'*arraigo* dont les deux intéressés ont fait l'objet, la source cite également la décision rendue dans l'affaire 254/07-II.A par le quatorzième juge de l'amparo en matière pénale (district fédéral), selon laquelle: «[...] l'article 12 de la loi fédérale relative à la lutte contre la criminalité organisée était contraire aux articles 14, 16, 19 et 21 de la Constitution en vertu desquels la privation de liberté n'était pas aux fins de l'enquête préliminaire autorisée pendant plus de quatre-vingt-seize heures, et l'*arraigo* n'était pas prévu dans la Constitution».

35. Dans son rapport sur sa visite au Mexique, le Groupe de travail s'est prononcé sur le caractère arbitraire de l'*arraigo*, et a affirmé que cette pratique était devenue une forme de détention provisoire, qui avait lieu dans les «maisons d'*arraigo*»³ (maisons de sécurité). Le Groupe de travail a constaté que, dans la pratique, ce système permettait au ministère public de disposer d'un plus long délai pour mener ses enquêtes et recueillir les éléments de preuve et les indices qu'il devait soumettre au juge de district avant que la personne soit inculpée formellement. Il y a là une sorte d'avant-procès de facto, qui se déroule non pas devant un juge mais devant des fonctionnaires du bureau du Procureur général de la République, qui ont ainsi la faculté d'agir et d'apprécier des preuves concernant des préinculpés ou de les rejeter. Enfin, la source rappelle que ces maisons d'*arraigo* sont des bâtiments qui, en fait, sont semblables à des prisons, étant donné les conditions de sécurité qui y règnent: présence de nombreux gardes de sécurité armés, surveillance électronique, et autres.

36. Enfin, la source rappelle qu'en dépit du fait qu'en 2002, le Groupe de travail avait recommandé au Mexique de modifier sa législation en matière d'*arraigo* afin de la mettre en conformité avec les normes internationales sur la présomption d'innocence, le flagrant délit et les possibilités de libération anticipée, et qu'il lui avait aussi recommandé, entre autres mesures, d'offrir des recours utiles en cas de détention arbitraire et d'ériger la détention arbitraire en infraction, l'État a décidé de modifier l'article 16 de la Constitution pour y inscrire l'*arraigo*, dotant ainsi cette forme de privation de liberté d'une légalité

³ Ibid., par. 45 à 50.

constitutionnelle, conformément aux termes de la réforme de la Constitution publiée au Journal officiel de la Fédération le 18 juin 2008, exactement un an après que MM. Marx Yu et Wei Yi avaient été placés en *arraigo*.

37. Dans le même rapport, le Groupe de travail a indiqué que, parmi les caractéristiques de l'*amparo*, il faut noter que ses effets ne sont pas *erga omnes* et que les procédures d'*amparo* sont suspendues ou classées sans suite lorsqu'il y a un changement dans la situation juridique des personnes, si bien que la liberté de la personne ne peut pas être protégée efficacement⁴. Ces deux caractéristiques essentielles du recours en *amparo* avant la réforme constitutionnelle étaient la cause de son inefficacité.

38. Malgré les divers recours formés par MM. Marx Yu et Wei Yi pour prouver leur innocence, à ce jour, alors qu'ils font l'objet d'une procédure depuis plus de quatre ans et deux mois, aucune peine de prison ferme n'a été prononcée. Selon la source, cette situation porte atteinte à leur droit à être jugés dans un délai d'un an, comme le prévoyait le texte de l'article 20 de la Constitution des États-Unis du Mexique actuellement en vigueur:

«VIII. Est jugé dans un délai de quatre mois lorsque la peine maximale applicable à l'infraction commise n'est pas supérieur à deux ans d'emprisonnement, et dans un délai d'un an lorsque la peine est supérieure à deux ans d'emprisonnement, à moins que l'intéressé demande un délai supplémentaire pour sa défense...».

39. La source rappelle que pour le Comité des droits de l'homme, le placement en détention ne doit pas se prolonger au-delà du délai que l'État peut dûment justifier. Il y a donc atteinte au principe 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement⁵, selon lequel: «Toute personne détenue du chef d'une infraction pénale devra être jugée dans un délai raisonnable ou mise en liberté en attendant l'ouverture du procès.».

40. Outre la durée excessive de la détention avant jugement (plus de quatre ans), MM. Tomintat Marx Yu et Zhu Wei Yi sont détenus avec des condamnés et soumis au même régime que ces personnes. Il y a donc également atteinte au principe 8 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, selon lequel «Les personnes détenues sont soumises à un régime approprié à leur condition de personnes non condamnées. Elles sont donc, chaque fois que possible, séparées des personnes emprisonnées.» Il est clair que cette situation rend les détenus vulnérables, car ils ne font pas l'objet d'un traitement différencié et distinct de celui qui est appliqué à ceux qui sont privés de liberté en application d'une condamnation, après que leur culpabilité a été démontrée.

41. Enfin, la source souligne qu'il n'est pas appliqué de mesures de protection qui permettraient à MM. Marx Yu et Wei Yi d'être mis en liberté tout en restant à la disposition du juge, et de garantir qu'ils ne se soustrairaient pas à la justice, mesures qu'ils ont demandées à diverses reprises.

42. Pour toutes ces raisons, la source conclut que la détention de MM. Marx Yu et Wei Yi est arbitraire.

Réponse du Gouvernement

43. Le Gouvernement n'a pas soumis, dans le délai fixé dans les méthodes de travail du Groupe de travail, le rapport qui lui avait été demandé au sujet des allégations reçues, et le Groupe de travail, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail, considère qu'il est en mesure de rendre un avis. Le Groupe de travail n'a pas pu accepter la demande

⁴ Ibid; par. 18.

⁵ Résolution 43/173 de l'Assemblée générale, annexe.

du Gouvernement visant à prolonger le délai de vingt jours car cette demande a été soumise après l'échéance prévue dans les méthodes de travail. Les renseignements que le Gouvernement pourrait apporter ultérieurement seront bienvenus et seront consignés dans un rapport du Groupe de travail au Conseil des droits de l'homme.

Délibération

44. Du récit de la source, que le Gouvernement n'a pas démenti, il ressort que les personnes qui font l'objet de la communication sont privées de liberté depuis bientôt cinq ans. En effet, M. Wei Yi a été arrêté le 15 mars 2007, sans mandat d'une autorité compétente, alors qu'il arrivait au domicile d'un parent où les services du Procureur général de la République procédaient à une perquisition, et il est resté ensuite soixante-douze heures dans les locaux de ces services. Ceux-ci ont estimé que la présence de M. Wei Yi sur les lieux correspondait à la figure du flagrant délit de crime organisé et d'opérations financées à l'aide de fonds d'origine illicite. L'intéressé a ensuite été transféré dans un centre d'*arraigo* administré par les mêmes services du Procureur général, où il a été maintenu pendant quatre-vingt-huit jours sans mandat d'arrêt judiciaire en régime d'*arraigo*. Le 15 juin de la même année, il a été transféré au Centre fédéral de réinsertion sociale où il se trouve encore à la date de l'établissement du présent avis; il est donc en détention depuis quatre ans et huit mois. L'ordonnance de placement en détention avant jugement pour les actes illicites mentionnés plus haut n'a été rendue par le quatrième juge des procédures pénales fédérales (État de Mexico) que le 21 juin, alors que l'intéressé avait déjà passé près de trois mois en rétention administrative.

45. M. Marx Yu a été privé de liberté sur la base des mêmes chefs d'inculpation et du flagrant délit, le 19 avril 2007. Après deux jours de détention dans les locaux de l'Unité chargée des enquêtes relatives aux atteintes à la santé publique, il a été transféré sans mandat judiciaire au centre d'*arraigo* des services du Procureur général de la République, où il est resté cinquante-six jours, toujours sans mandat judiciaire, en vertu d'une décision de placement en *arraigo* qui sera analysée ci-après. Le 15 juin, il a été transféré avec M. Zhu Wei Yi au Centre de réinsertion sociale où il se trouve toujours. Il est donc en détention depuis quatre ans et sept mois, si l'on tient compte du temps qu'il a passé dans les locaux des services du Procureur général de la République, en régime d'*arraigo*, et l'instruction dure depuis plus de quatre ans sans qu'une condamnation ait été prononcée.

46. Avant d'adopter son avis, le Groupe analysera la situation des intéressés du point de vue de la source et examinera séparément la durée de la détention pour flagrant délit concernant les infractions mentionnées, la durée de l'*arraigo* et la durée de l'instruction. Il examinera également les recours judiciaires formés par la défense.

De la détention du chef de flagrant délit

47. Conformément aux dispositions de l'article 193 du Code fédéral de procédure pénale, il y a flagrant délit dans les trois situations suivantes: a) l'intéressé est surpris «au moment où il commet l'infraction»; b) il est poursuivi «immédiatement après avoir commis l'infraction»; c) l'arrestation intervient alors qu'il ne s'est pas écoulé quarante-huit heures depuis le moment de l'infraction, que l'enquête préliminaire a commencé, que l'intéressé a été bien identifié et qu'il s'agit d'une infraction grave.

48. Du récit des faits donnés par la source, que le Gouvernement n'a pas démenti, il ressort clairement que les détenus n'ont pas été surpris en train de commettre une infraction *in flagranti*. M. Wei Yi et M. Marx Yu ont été avertis, le 15 mars 2007, qu'une perquisition avait lieu chez un membre de leur famille, M. Zhenli Ye Gon, et ils se sont rendus librement sur les lieux, la conscience tranquille, et dans la seule intention de venir en aide à leur famille, dont un enfant de 7 ans. M. Wei Yi et M. Marx Yu sont respectivement beau-frère par alliance et beau-frère de M. Zhenli Ye Gon, personne visée par l'opération. Lors

de la perquisition, M. Marx Yu a même été autorisé à quitter les lieux avec le mineur. Il n'a été arrêté que plus d'un mois plus tard, à son domicile, lors d'une autre perquisition des services du Procureur général de la République. Rien d'irrégulier n'a été trouvé chez M. Marx Yu et ce n'est pas chez lui, mais chez son beau-frère, M. Zhenli Ye Gon, que l'argent en question a été découvert. Tout ceci est incompatible avec la notion de flagrant délit. Ce qui est surprenant, c'est qu'entre l'arrestation du premier inculpé et celle du second, il s'est écoulé trente-cinq jours, ce qui ne correspond pas à la notion de flagrant délit.

49. Il est à noter que, dans le rapport sur sa visite au Mexique, en 2002, le Groupe de travail a précisé: «la notion de flagrant délit assimilée repose sur une interprétation élargie de la notion de flagrant délit», qui a pour effet de «permettre d'appréhender un individu sans mandat d'arrêt, sur la base de simples allégations ou témoignages, comme le Groupe de travail a pu le déduire de ses entretiens avec de nombreux détenus. Cette conception du flagrant délit est incompatible avec le principe de la présomption d'innocence et favorise la détention arbitraire et l'extorsion d'aveux.»⁶.

De la figure de «l'arraigo»

50. M. Wei Yi a été placé en *arraigo* sur décision du cinquième juge pénal du district fédéral, du 18 mars au 15 juin 2007 (quatre-vingt-huit jours), et M. Marx Yu a été soumis au même régime du 19 avril au 15 juin 2007 (cinquante-deux jours) dans un centre d'*arraigo* sur décision d'un juge pénal. L'autorisation du juge couvrait la période maximum permise par la loi, mais elle était subordonnée à la réalisation de progrès substantiels dans l'enquête réalisée par les services du Procureur général de la République.

51. La source soutient que l'*arraigo* est une mesure administrative, même si, en l'occurrence, elle a été décidée par le juge. Le Groupe de travail ne partage pas cette position: que ce soit dans la loi relative à la criminalité organisée ou dans la Constitution de 2008, il est dit que seul un juge peut ordonner l'*arraigo*, à la demande du ministère public et en fonction des éléments de preuve invoqués.

52. Lorsque les deux intéressés ont été arrêtés, l'*arraigo* n'avait pas de fondement constitutionnel. Il n'était prévu que dans des textes de loi fédéraux, raison pour laquelle il avait été fortement critiqué; il s'agissait notamment de l'article 12 de la loi fédérale relative à la lutte contre la criminalité organisée, cité par la source (par. 32 *supra*). Cette situation avait amené la Cour suprême à déclarer que cette figure n'était pas conforme à la Constitution. L'article 12, inconstitutionnel au moment des faits, a servi de fondement à la privation de liberté de MM. Marx Yu et Wei Yi. Ce seul élément aurait suffi pour déclarer que leur détention était arbitraire, car il était à l'évidence contraire aux principes consacrés par le droit international des droits de l'homme au cours des soixante-dix dernières années. Il y a là un cas manifeste de détention arbitraire relevant de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

53. Il est clair que la modification de l'article 16 de la Constitution fédérale du 18 juin 2008 ne peut pas servir à justifier ce qui a été fait avant son adoption; au contraire, elle rend plus évident le caractère arbitraire de la détention provisoire. La nouvelle disposition constitutionnelle prévoit qu'«en cas d'infraction de crime organisé, l'autorité judiciaire peut, à la demande du ministère public, décréter une mesure d'*arraigo* conforme aux prescriptions de lieu et de temps prévues par la loi. L'*arraigo* ne peut pas excéder quarante jours, doit être nécessaire à la bonne fin de l'enquête, à la protection des personnes ou des biens juridiques, et doit être décidé lorsqu'il y a des raisons fondées de croire que le suspect risque de se soustraire à l'action de la justice.» (par. 7 de l'article 16 de la

⁶ Voir E/CN.4/2003/8/Add.3, par. 39.

Constitution fédérale). Il est aussi prévu que le ministère public prolonge l'*arraigo* pour une période de quarante jours.

54. Pour le Groupe de travail, la figure de l'*arraigo*, telle qu'elle est définie dans la loi fédérale relative à la lutte contre la criminalité organisée et dans le texte actuel de la Constitution, porte atteinte au droit à la liberté et à la sécurité de la personne, à un procès équitable, à la présomption d'innocence, au droit de ne pas être privé de liberté pendant le procès et au droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

55. Au cours de sa soixante et unième session, le Groupe de travail a reçu le texte de la Recommandation n° 02/2011 de la Commission des droits de l'homme du district fédéral, qui expose les graves problèmes relatifs aux droits de l'homme que soulève l'*arraigo*. Le texte contient un certain nombre de recommandations que le Groupe de travail estime très pertinentes, et invite notamment le Procureur général du district fédéral et le Président du Tribunal supérieur de justice du même district, chacun dans le cadre de ses compétences, «à inciter les instances compétentes [...] à lancer une initiative en faveur de [réformes] visant à éliminer l'*arraigo* de [la législation] en tant que mesure de détention».

56. Dans le rapport concernant sa visite de 2002, cité plus haut, le Groupe de travail a indiqué que l'*arraigo* «est en fait une forme de détention provisoire de caractère arbitraire, parce qu'il fait l'objet d'un contrôle juridictionnel insuffisant et qu'il est mis en œuvre dans des lieux qui, sans être secrets, sont «discrets»⁷. Le Groupe de travail a constaté qu'il était «plus ou moins tabou de donner des informations précises sur ces lieux, même parmi les fonctionnaires de l'administration»⁸.

57. De son côté, dans son rapport relatif à sa mission au Mexique en 2010, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats a analysé *in extenso* la figure de l'*arraigo*, disant qu'elle «permettait le placement en détention aux fins de l'enquête, alors que la démarche concrète consiste à procéder à une enquête rapide et efficace afin de décider du placement en détention. L'*arraigo* est le résultat d'un dysfonctionnement de l'instruction et de l'administration de la justice [...]». En conclusion, la Rapporteuse spéciale a considéré qu'il s'agissait «d'un mécanisme judiciaire arbitraire, incompatible avec le principe de la présomption d'innocence et le droit à la liberté de la personne», ajoutant qu'il «devrait disparaître du système judiciaire pénal mexicain»⁹.

Droit de disposer de recours judiciaires

58. Il a également été porté atteinte aux droits consacrés au paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques – pour la totalité des droits –; et au paragraphe 3 de l'article 9 – en ce qui concerne le droit à la liberté de la personne, universellement connu comme l'*habeas corpus*. L'idée maîtresse de ces deux dispositions est l'efficacité du recours. Selon ce qui est dit dans la communication, que le Gouvernement n'a pas démenti, les recours suivants, au minimum, ont été formés:

a) Un recours en amparo en faveur de M. Zhu Wei Yi, contre l'ordonnance d'*arraigo*, accepté le 14 mai 2007 par le quatorzième juge de l'amparo en matière pénale (district fédéral). Or le ministère public a demandé la révision de la mesure, ce qui a mis fin à la procédure d'amparo et, finalement, l'*arraigo* a été prolongé. Le recours n'a donc pas été effectif;

⁷ Ibid., par. 50.

⁸ Ibid., par. 59.

⁹ A/HRC/17/30/Add.3, par. 64, 92 et 94 bb).

b) Le juge compétent a refusé de délivrer un mandat de perquisition. Le ministère public a fait appel de cette décision mais il a également recouru à un autre juge pour obtenir le mandat, qui a été délivré, et c'est ainsi qu'une décision favorable à l'intéressé a été classée sans suite;

c) M. Tomintat Marx Yu a présenté un recours en amparo contre son placement en détention mais ce recours, n'ayant jamais eu de suite, s'est avéré inutile. La raison de cette situation est que l'intéressé faisait l'objet d'une procédure (10 mai 2007);

d) Les divers moyens de défense, recours et plaintes présentés pour obtenir la mise en liberté en attendant le procès ont tous été rejetés et certaines procédures sont encore en cours.

59. Les faits exposés plus haut témoignent d'un très grave mépris des droits de l'homme mentionnés ainsi que d'un dysfonctionnement du système judiciaire dans le district fédéral. Cette position est aussi celle de la Commission des droits de l'homme du district fédéral qui, dans sa Recommandation n° 02/2011, a fait valoir que «dans les affaires étudiées par la présente Commission, les juges du Tribunal supérieur du district fédéral n'ont pas garanti les droits du suspect», ajoutant que bien souvent «le mandat de placement en *arraigo* n'est pas dûment motivé et le critère de la preuve appliqué n'est pas clair». La Commission dit encore, en termes lapidaires, que «conformément aux informations et aux raisonnements exposés ci-dessus, la présente Commission est arrivée à la conviction que le modèle défini dans la Constitution et dans la législation du district fédéral fait de l'*arraigo* un acte processuel – processuel ou procédural, puisque la mesure est décrétée par un juge – et unilatéral – émanant du ministère public – qui a des conséquences graves en ce qui concerne les droits des personnes soumises à une enquête pénale [...]».

60. Il convient d'ajouter que le présent avis du Groupe de travail correspond pleinement aux avis exprimés par d'autres mécanismes des Nations Unies:

a) Au cours de l'examen du Mexique dans le cadre de l'Examen périodique universel, certains États ont demandé «que soit abolie la pratique de l'*arraigo*»¹⁰;

b) Dans son rapport sur sa visite au Mexique, le Sous-Comité pour la prévention de la torture «recommande à l'État d'abolir l'*arraigo*»¹¹;

c) Le Comité des droits de l'homme a fait observer que «les personnes détenues en vertu de l'*arraigo* peuvent faire l'objet de mauvais traitements», ajoutant que «l'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer la détention en vertu de l'*arraigo* dans la législation et la pratique, aux niveaux fédéral et fédéré»¹².

Retard injustifiés

61. La privation de liberté durant plus de quatre ans, sans condamnation, constitue, pour le Groupe de travail, un déni du droit d'être jugé sans retard excessif, consacré à l'alinéa c du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

¹⁰ Voir A/HRC/11/27, par. 4: recommandation de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, la première ayant ajouté «dans les plus bref délais».

¹¹ CAT/OP/MEX/1, par. 334.

¹² CCPR/MEX/CO/5, par. 155.

Avis du Groupe de travail

62. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de MM. Marx Yu et Zu Wei Yi est arbitraire, en ce qu'elle porte atteinte aux droits de l'homme consacrés aux articles 3, 7, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux alinéas *a*, *b* et *c* du paragraphe 3 de l'article 2 et aux articles 9, 10, 12 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

63. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement mexicain de faire libérer MM. Tomintat Marx Yu et Zu Wei Yi, sans préjudice de toute décision visant à garantir qu'ils comparaîtront à leur procès et, le cas échéant, que la sentence sera exécutée.

64. Le Groupe de travail demande aussi au Gouvernement de prévoir une réparation pour les dommages et préjudices causés par les décisions arbitraires dont il est question dans le présent avis.

65. Enfin, le Groupe de travail demande au Gouvernement d'adopter les mesures recommandées par les mécanismes spéciaux des Nations Unies et en particulier la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats à l'issue de sa mission au Mexique en 2010, le présent Groupe de travail à l'issue de sa visite en mission officielle au Mexique en 2002, et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, afin de réformer la définition du flagrant délit et de supprimer l'*arraigo*.

[Adopté le 22 novembre 2011]
